

CH_VB 88.227 vom 26. September 1990

Bundesverwaltung, 1990-09-26, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_88.227

FR: CH_VB 88.227 du 26 septembre 1990

IT: CH_VB 88.227 del 26 settembre 1990

Erwägungen

E. 26

September 1990 N 1581 Parlamentarische Initiativen. AHV/IV-Renten läge unterstützen. Sie ist der Auffassung, dass Artikel 33 des AHV-Gesetzes zu revidieren ist, damit künftig die kurzfristigen Rentenanpassungen möglich sind. Wir befürworten deshalb das bundesrätliche Vorgehen betreffend Teuerungszulage für AHV/IV-Renten. Wir beantragen Ihnen, die beiden parlamentarischen Initiativen, die zur Diskussion stehen, also Ergänzungsleistungen AHV/IV und die 13. AHV/IV-Rente, abzulehnen. M. Cavadini: Le groupe radical a examiné récemment encore cette question et a pris acte avec satisfaction de la décision du Conseil fédéral, d'adapter les rentes pour l'assurance-vieillesse et survivants déjà à partir de l'année prochaine, en tant que solution transitoire. Nous approuvons cette décision afin que cette adaptation au renchérissement intervienne plus rapidement qu'aujourd'hui, bien avant une augmentation des prix à la consommation de 8 pour cent, comme prévu actuellement dans la loi. En effet, le rythme actuel prévu par la loi (une adaptation tous les deux ans), avec un minimum de 8 pour cent de renchérissement, peut occasionner aux rentiers une perte de pouvoir d'achat considérable, dans une situation d'inflation telle que nous la connaissons actuellement. Le groupe radical soutient donc ce changement dans la procédure actuelle qui permettra d'aborder également d'autres problèmes, que l'on ne peut pas improviser, tels que le cas des prestations complémentaires, et éventuellement le versement d'une treizième rente. Il ne faut pas oublier que les contributions payées par les employeurs et les employés sont calculées chaque année sur la base des nouveaux salaires, salaires adaptés normalement au renchérissement dès le mois de janvier. Donc les contributions des employeurs et des employés augmentent régulièrement chaque année, ce qui devrait permettre de financer plus facilement une adaptation plus rapide des rentes de l'assurance-vieillesse et survivants au renchérissement. En outre, le groupe radical est également d'avis que des améliorations doivent être entreprises dans le secteur des prestations complémentaires, soit quant au montant qui devrait bénéficier d'une augmentation réelle et non seulement par rapport au renchérissement, soit pour la limite de référence. Des déductions de loyer plus importantes devraient aussi être accordées. Recourir aux prestations complémentaires est justifié. En effet, avec cet instrument on peut intervenir de manière plus directe et plus efficace dans des situations qui méritent d'être soutenues et qui ne peuvent pas être suffisamment prises en compte par l'assurance-vieillesse et survivants, qui a une structure assez rigide. En conclusion, le groupe radical soutient ce projet d'améliorations et d'adaptations de rentes ainsi que la révision du système d'adaptation au renchérissement et, dans ce sens, il appuie aussi les postulats de la commission. M. Spielmann: En fait, nous sommes en train de traiter trois problèmes qui sont étroitement liés: celui de la compensation du renchérissement, celui de l'AVS plus généralement et celui des prestations complémentaires. Il faut avoir à l'esprit, quand on examine ces trois volets, le fait que les prestations complémentaires sont

directement liées au montant de l'AVS et que les conséquences d'une modification des prestations de cette dernière influent d'une manière importante les prestations complémentaires. Ainsi, par exemple, la 8e et la 9e révision de l'AVS avaient fait diminuer de 40 000 le nombre de personnes qui touchaient des prestations complémentaires et ce nombre sera certainement encore plus important avec l'introduction de la 10e révision. Il y a aujourd'hui à peu près 15 pour cent, c'est-à-dire 160 000 rentiers AVS qui touchent des prestations complémentaires et, avec la 10e révision, un grand nombre d'entre eux vont certainement passer directement à l'AVS sans toucher ces prestations. Il est important d'avoir ceci à l'esprit: quand on demande de dévier les améliorations proposées sur les prestations complémentaires, celles-ci seront très rapidement réduites. Sur un problème plus technique, je voudrais moduler les propositions de mon initiative: la première concerne les prestations complémentaires. Il faut dire que la proposition d'initiative que j'avais présentée avait deux volets: celle des modifications du calcul donnant droit à la prestation complémentaire qui avait été introduite en 1987, puis seulement au 1er janvier 1988 et qui a fait que des personnes ont tout d'un coup touché quelque 100 francs de moins de prestations du fait de ces modifications. On avait en quelque sorte repris d'une main ce que l'on avait donné de l'autre. L'objectif de ces corrections était principalement de favoriser les gens qui se trouvaient dans des homes. Mais, en définitive, ce sont ces derniers qui ont vu augmenter les recettes de par l'augmentation de ces prestations alors que les personnes qui restaient à domicile ont vu diminuer les leurs. C'était le motif de la première partie de mon initiative. La deuxième partie visait à supprimer la franchise de 200 francs qui avait été introduite. Or, je suis surpris de voir que pratiquement personne dans notre Parlement n'a remarqué que celle-ci a été supprimée au cours de cette année. Les propositions que j'avais faites ayant fait l'objet d'une motion - motion acceptée par le Conseil fédéral qui a présenté une proposition approuvée par le Conseil des Etats et par le Conseil national - et que depuis quelques mois, on ne paie plus cette franchise, cette partie de l'initiative peut donc être abandonnée puisque j'ai obtenu totale satisfaction. La complexité des problèmes est ainsi que personne ne s'en était même aperçu. L'autre aspect concerne l'adaptation des rentes AVS au coût de la vie. Il faut ouvrir ici vraiment une parenthèse sur le mode de calcul même et sur les différents arsenaux législatifs dont nous disposons pour prévoir cette indexation. Tout d'abord, la Constitution fédérale prévoit que les rentes doivent être adaptées au moins à l'évolution des prix. Dans le cadre des applications légales et notamment de l'article 34, cela n'est fait que très partiellement et trop partiellement, l'indexation suivant toujours une forte inflation puisqu'elle ne peut être accordée que si le montant dépasse 8 pour cent ou, exceptionnellement, 5 pour cent. Dans tous les cas, elle arrive très en retard, trop en retard face aux difficultés qu'ont de trop nombreuses personnes âgées à boucler leur budget. En ce qui concerne le calcul des prix lui-même, il faut savoir que l'indice des prix à la consommation est basé sur un revenu moyen de 60 000 francs alors que la plupart des rentiers ont très nettement moins de 30 000, voire pour certains même moins de 20 000 francs. Or dans cette différence-là, le poids des augmentations de loyers, par exemple, représente une difficulté nettement plus importante que pour la moyenne de la population et que pour l'indice tel qu'il est calculé - plus de

E. 30

pour cent pour certains rentiers - alors que le prix des loyers est beaucoup moins important dans le système de calcul de l'indice. C'est la même chose pour les caisses-maladie ainsi que pour les dépenses essentielles. Il y donc là une distorsion qu'il convient aussi de corriger et la moindre des choses serait bien sûr d'indexer régulièrement au coût de la vie

et le plus rapidement possible par rapport à l'augmentation des prix; mais plus raisonnable encore serait de compenser la perte du pouvoir d'achat dont ont été victimes les personnes âgées au cours des dernières années, c'est l'idée de la 13e rente AVS. Dans l'exposé des motifs de cette 13e rente, je m'appuyais, l'année dernière, sur l'augmentation des taux hypothécaires et les conséquences qu'elle ne manquerait pas d'avoir sur les loyers. On voit que les années passent mais que les problèmes restent les mêmes. On pourrait quasiment reprendre le même exposé des motifs avec la multiplication des hausses des taux hypothécaires et les conséquences qu'elles ne manqueront pas d'avoir sur le budget des personnes âgées. Peut-être encore une explication par rapport à cette évolution: j'avais déposé également une motion demandant que l'on prenne davantage en compte le loyer des personnes âgées dans le calcul pour la diminution des prestations complémentaires. Le Conseil fédéral a répondu à la fin de l'année dernière qu'il était prêt à accepter cette idée et qu'il augmenterait le montant déductible de 1000 à 1200 francs. C'était déjà un geste très sensible. Je vois qu'aujourd'hui on propose tout simplement de passer de 1200 à 2400 francs. Cela signifie donc bien que le problème est d'une cruelle actualité et que les quelque 200 francs que l'on proposait à la fin de l'année

Initiatives parlementaires. Rentes AVS/AI 1582 N 26 septembre 1990 dernière ont aujourd'hui doublé. Ceci signifie que le problème est réel, qu'il faut modifier et favoriser une adaptation du coût de la vie et donner surtout un pouvoir d'achat aux personnes âgées. J'ai présenté deux propositions. Quant à celle relative à l'initiative concernant les prestations complémentaires, la première partie a été approuvée et la deuxième mérite un examen plus approfondi. En effet, il n'est pas normal que des personnes qui restent à leur domicile soient pénalisées par rapport à celles qui vivent dans un home, et que les prestations, d'abord orientées vers la personne individuelle, favorisent en premier lieu les homes. C'est pourquoi je maintiens ma proposition. En ce qui concerne l'initiative pour le versement d'une 13e rente AVS, on me fait l'objection selon laquelle cette 13e rente serait également versée à des personnes qui n'en ont pas un aussi cruel besoin que celles qui n'ont que l'AVS comme seul revenu. Or, c'est oublier que l'AVS se fonde sur un système de solidarité, que celui qui gagne beaucoup paie en pour cent davantage de primes et obtient moins de prestations que celui qui paie peu. C'est un bon système de solidarité. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, en 1972, nous nous étions battus pour l'obtention de ce premier pilier. On peut mesurer aujourd'hui les conséquences du refus de ma proposition. Certains y reviennent, on en reparlera. Mais, sur le fond, c'est un système de solidarité qui ne mérite aucune entorse. Le versement d'une 13e rente doit s'effectuer en faveur de tous les bénéficiaires de l'AVS, sans aucune distinction. La commission suggère que cette 13e rente soit remplacée par une 13e rente complémentaire. Je répète que la 10e révision que l'on espère la plus proche possible diminuera considérablement le nombre des bénéficiaires de prestations complémentaires. Par conséquent, il est facile de ne pas vouloir accorder une 13e rente AVS mais une rente complémentaire, d'autant plus lorsque la proposition émane du Conseil fédéral et que les rentes complémentaires sont payées par les cantons et les communes plus que par la Confédération. Telles sont, en gros, mes propositions. Elles se défendent tout à fait sur le plan financier. Nous venons de recevoir les comptes de l'assurance-vieillesse et du fonds de compensation pour 1989. Ils expriment très clairement une situation financière saine, y compris dans les projections. En outre, les dispositions de la constitution, demandant à la Confédération et aux pouvoirs publics de payer jusqu'à la moitié des dépenses de l'AVS, sont très loin d'être réalisées, puisque ces dépenses se montent à 21 millions et que la contribution des pouvoirs publics est de 5

millions dont 1 million provenant des cantons et des communes. Il est donc possible de répondre à la réelle nécessité d'adapter et de compenser le pouvoir d'achat des personnes âgées de ce pays. C'est pourquoi je vous invite à accepter ces initiatives parlementaires et à examiner la possibilité de verser une 13e rente AVS. En conclusion, je précise que les différentes propositions soumises à notre conseil démontrent également qu'il est possible à un conseiller national individuel, ne participant pas à un groupe, de faire passer ses idées. C'est un point très positif qu'il y a lieu de rendre encore plus positif en acceptant l'ensemble de mes propositions. Je vous remercie d'ores et déjà du pas que vous avez fait et de ce que vous ferez encore.

M. Carobbio: Permettez-moi, en m'exprimant sur les trois objets en discussion, de vous faire part avant tout de ma satisfaction pour la décision du Conseil fédéral consistant à verser déjà à la fin de cette année une compensation du renchérissement pour les bénéficiaires de rentes AVS et à proposer la modification de l'article 33ter afin d'octroyer plus rapidement qu'aujourd'hui le rattrapage du renchérissement. J'attends donc avec intérêt les explications du Conseil fédéral qui, je l'espère, iront dans le sens d'une volonté clairement établie de résoudre ce vieux problème: le maintien du pouvoir d'achat réel des rentes AVS plus régulièrement que dans la pratique actuelle. Cela dit, je dois exprimer ma déception, même si elle est partielle, pour la prise de position de la commission à propos de l'initiative de M. Spielmann. Elle va en effet dans le sens d'un rejet pur et simple de l'initiative qui demande l'introduction d'une 13e rente en lui opposant simplement le postulat qui demande l'étude de ce problème uniquement dans le cadre des rentes complémentaires. La 13e mensualité des rentes AVS est un problème trop important et trop aigu, surtout pour ceux qui sont concernés, pour être liquidé en une vingtaine de lignes et avec des propositions si simples. Aujourd'hui -je pense que vous êtes complètement d'accord avec moi - presque tous ceux qui sont actifs sont au bénéfice d'une 13e mensualité. Ce n'est pas encore généralisé et je le regrette, mais on va dans cette direction. Alors, du point de vue des principes, il n'y a pas de raison pour que cette situation ne soit pas étendue aux bénéficiaires des rentes AVS. Du reste, les rentiers eux-mêmes le demandent, surtout ceux qui ont des rentes faibles et modestes. A ce propos, je pourrais citer ici le grand succès obtenu par la pétition lancée par le cartel syndical tessinois qui demandait précisément l'introduction d'une 13e mensualité pour les rentiers AVS. En quelques mois, plus de 25 000 signatures ont été récoltées pour cette revendication. C'est la raison pour laquelle j'estime que l'initiative parlementaire Spielmann doit être acceptée, au moins dans le sens que le problème doit être étudié de manière approfondie et rapide, avant ou tout en plus avec la décision se rapportant à la 10e révision de l'AVS. Je ne nie pas les difficultés techniques et financières pour résoudre ce problème, mais ce n'est pas une raison pour ne pas l'étudier. L'objection soulevée à cette tribune selon laquelle l'introduction de la 13e mensualité pour les rentes AVS bénéficie également à ceux qui n'en ont pas besoin est une argumentation qui a une certaine valeur, mais elle demande de ma part la remarque suivante. Ce serait le même cas si l'on tenait ce raisonnement pour les hauts salaires qui bénéficient d'une 13e mensualité. Le problème est tout au plus ailleurs. Comment va-t-on faire payer les impôts à ces gens et les faire participer mieux au financement des oeuvres sociales? Pour revenir à la question en discussion, je peux admettre que l'introduction d'une 13e mensualité ne peut pas être résolue immédiatement. Pour des raisons financières et techniques, on peut imaginer une solution par étapes. C'est par exemple ce que demande la pétition que je viens de citer et qui dit qu'on devrait donner un tiers de cette 13e mensualité la première année, le deuxième tiers la deuxième année et le troisième tiers la troisième année. Mais à part ces questions qui sont à discuter, j'estime que le problème doit être résolu le plus rapidement

possible. C'est la raison pour laquelle, en conclusion, je m'adresse directement à M. Flavio Cotti, conseiller fédéral, que je sais sensible à cette problématique, en l'invitant à préciser si le gouvernement envisage d'aborder les problèmes techniques, financiers et politiques liés à cette question, et de proposer une solution qui permettrait finalement de rendre justice aux bénéficiaires des rentes AVS. J'attends donc une réponse dans cette direction et entre-temps je vous invite à donner suite à l'initiative parlementaire de M. Spielmann.

Allenspach, Berichterstatter: Die Initiative Spielmann betreffend Ergänzungsleistungen ist - wie bereits erklärt - zum Teil erfüllt. Die anderen, noch offenen Fragen müssen unseres Erachtens im Rahmen der Revision des Gesetzes über Ergänzungsleistungen behandelt werden. Wir empfehlen Ihnen, dieser Initiative keine Folge zu geben, weil es wenig Sinn hat, dass an zwei oder drei verschiedenen Orten das gleiche vorbereitet oder behandelt wird. Die zweite Initiative Spielmann betreffend 13. AHV/IV-Rente ist formell nicht erfüllbar, weil sie eine 13. Rente vor dem Dezember 1989 verlangt hat. Sie ist aber in die Form einer allgemeinen Anregung gekleidet, deshalb wäre dieses formelle Kriterium kein ausschlaggebendes Hindernis. Ausschlaggebend ist etwas anderes: Mit dieser Initiative löst man die Probleme, die heute für die Rentner durch die Teuerung entstanden sind und weiter entstehen werden, in keiner Weise. Es ist ausgeschlossen, dass wir eine solche Vorlage in der Wintersession behandeln könnten. Es wäre ausgeschlossen, dass sie nächstes Jahr in Kraft treten könnte. Denn es betrifft eine Frage, die

26. September 1990 N 1583 Parlamentarische Initiativen. AHV/IV-Renten man im Zusammenhang mit der 10. AHV-Revision behandeln müsste. Sie wissen alle, dass die 10. AHV-Revision in Vorbereitung ist. Der Ständerat ist Prioritätsrat, deshalb ist es ausgeschlossen, dass wir im Nationalrat eine Vorlage über eine 13. AHV/IV-Rente behandeln, während der Ständerat auf der anderen Seite die 10. Revision erörtert. Es wäre möglich - und Herr Spielmann hat durchaus das Recht dazu -, im Rahmen der Beratungen über die 10. AHV-Revision das Begehren nach einer 13. Rente wieder einzubringen; dannzumal müsste der Rat entscheiden. Aus diesen Erwägungen wäre die Zustimmung zur Initiative Spielmann erstens eine Torpedierung der Bestrebungen, den Teuerungsausgleich für Rentner rasch zu verwirklichen, und zweitens würde es zu einem unerträglichen Durcheinander zwischen den gleichzeitigen Beratungen dergleichen Fragen in National- und Ständerat führen. Zur heutigen Situation: Die Kommission für soziale Sicherheit unterstützt die Ideen von Herrn Reimann und die Grundsätze, die Herr Bundesrat Cotti in der Antwort auf die Interpellation Reimann entwickelt hat. Detailfragen und Verfahrensregeln stehen allerdings heute noch nicht zur Diskussion. Sie müssen überprüft werden, und wichtig ist in diesem Zusammenhang auch die Frage der Praktikabilität. Es geht darum, rasch eine Lösung zu verwirklichen, die administrativ auch einfach durchgeführt werden kann. Ich möchte bei dieser Gelegenheit darauf hinweisen, dass auf den 1. Januar dieses Jahres eine Rentenerhöhung um durchschnittlich 6,6 Prozent erfolgt ist und dass mit dieser Rentenerhöhung die Teuerung bis auf gut 117 Punkte ausgeglichen worden ist. Es besteht also heute - wenn man es rein mathematisch ansieht - bei den Renten nicht ein Teuerungsrückstand von 6 Prozent, sondern er bewegt sich in der Grössenordnung von etwa 4,3 bis 4,5 Prozent. Er wird ganz sicher bis Jahresende auf über 5 Prozent steigen, wird aber niemals 8 Prozent erreichen. Weil nun aber - das ist für mich das Entscheidende - die Teuerung im nächsten Jahr weitergehen wird, könnte es durchaus sein, dass Ende 1991 -wenn nicht eine Zwischenanpassung vorgenommen wird - bei den Renten ein Teuerungsrückstand von mehr als 10 Prozent erreicht würde. Das ist den Rentnern nicht zumutbar. Eine Aenderung der Anpassungsregeln ist deshalb gerechtfertigt

und sollte möglichst rasch vorgenommen werden. Wir sollten nicht bis zur 10. AVH-Revision warten, bis diese Aenderungsregeln durchgezogen werden. Ende 1991 ist auf jeden Fall eine Anpassung fällig, da hier der zwei-jährige Anpassungsrhythmus gilt. Das Problem stellt sich aber 1993 in gleicher Weise noch einmal, denn niemand nimmt an, dass 1993 die 10. AHV-Revision bereits in Kraft ist. Deshalb ist eine Sondervorlage gerechtfertigt. Eine solche Sondervorlage sollte und könnte in beiden Räten in der Wintersession behandelt werden. Die Kommission für soziale Sicherheit ist bereit, dies rasch an die Hand zu nehmen. Im Sinne der vorausschauenden Planung haben wir das Datum zur Behandlung der vom Bundesrat noch kommenden Vorlage bereits festgesetzt. Ich unterstreiche, dass wir bei dieser Vorlage über die Anpassung der Renten keine Grundsatzdiskussion über das Verhältnis der AHV zur zweiten Säule und zu den Ergänzungsleistungen führen wollen, weil eine solche Grundsatzdiskussion nicht nur Tage, sondern wahrscheinlich Jahre beanspruchen würde. Unser Bestreben ist, die Frage der Teuerungsanpassung rasch, unkompliziert und auch unpräjudizierlich zu regeln. Rasch reagieren heisst, auf die einfachen Verhältnisse Bezug nehmen und einfache Lösungen finden. In diesem Sinne empfiehlt Ihnen die Kommission für soziale Sicherheit, den beiden Initiativen Spielmann nicht Folge zu leisten und in einer späteren Phase - der Wintersession - diese Anpassungsregeln zu ändern.

M. Philipona, rapporteur: En ce qui concerne tout d'abord l'interpellation Reimann, à propos de l'adaptation des rentes AVS pour 1991, la Commission de la sécurité sociale partage les soucis de M. Reimann et de la plupart des intervenants sur ce sujet. Le Conseil fédéral est également d'accord et la commission a déjà fixé une séance. Elle examinera donc ces propositions d'ici le mois de décembre. Nous n'allons pas anticiper le débat. C'est en voie de réalisation, à brève échéance, ce qui est tout à fait juste. Pour ce qui est de la première initiative parlementaire concernant le versement d'une treizième rente AVS, la commission vous propose, à l'unanimité, de ne pas donner suite à cette initiative, et ce pour une raison de forme tout d'abord - l'initiative demande cette treizième rente pour le mois de décembre 1989 - mais aussi pour une question de principe: nous sommes à la veille de la dixième révision de l'AVS, dans le cadre de laquelle ce problème sera traité; enfin, la commission a estimé que le versement généralisé de cette treizième rente ne constituait pas le meilleur moyen d'améliorer la situation des rentiers les plus démunis, étant donné que beaucoup de rentiers qui ne sont pas du tout tributaires de prestations sociales en bénéficieraient également. Quant à l'autre initiative parlementaire relative aux prestations complémentaires, je rappellerai qu'une première partie est déjà réalisée, suite à cette initiative mais par le biais d'une motion qui a été acceptée. L'autre partie, selon les propositions de l'initiant, dévierait du but des prestations complémentaires, ce qui conduirait à des distorsions de calcul puisqu'il faudrait étendre les déductions aux rentes et pensions. La commission vous propose également de rejeter cette initiative et d'accepter le postulat.

Bundesrat Cotti: Die Versuchung ist gross, sich nach dieser Debatte in eine allgemeine Debatte über die Altersversicherung in der Schweiz einzulassen. Ich werde aber dieser Versuchung widerstehen. Denn meine Anwesenheit in Vertretung des Bundesrates bezieht sich lediglich auf den parlamentarischen Vorstoss von Herrn Fritz Reimann. Die parlamentarischen Initiativen, die Sie auf dem Tisch haben, betreffen das Parlament, und ginge es um sie allein, würde ich nicht einmal hier vor Ihnen stehen. Immerhin werde ich zuerst einmal einiges über die kürzlichen Beschlüsse des Bundesrates sagen und Ihnen dann - nicht im Sinne einer allgemeinen Debatte, Frau Stocker, es wäre heute nicht möglich, sondern im Sinne einer gewissen zeitlichen Planung - einige weitere Gedanken mitgeben. Denn ohne Zweifel

nähern wir uns Jahren, die wohl wesentliche Entscheide bei allen Fragen der Altersversicherung voraussetzen werden. Zu Ihrem Vorstoss, Herr Fritz Reimann: Sie haben inzwischen von den grundsätzlichen Beschlüssen des Bundesrates Kenntnis genommen. Ich kann sie kurz bestätigen. Angesichts der Tatsache, dass die Teuerung besonders in der zweiten Jahreshälfte und im Zusammenhang mit der Golfkrise, aber auch mit anderen Geschehnissen im Land relativ schnell ansteigt, hat sich der Bundesrat die Frage gestellt: Ist es richtig, bei der heutigen Lösung zu bleiben, wo die Teuerung bekanntlich nur alle zwei Jahre angepasst werden kann und die Möglichkeit einer Anpassung im Zwischenjahr eine Erhöhung der Teuerung um 8 Prozent voraussetzt? Diese 8 Prozent schienen schon vorher auf alle Fälle zu hoch angesetzt. Aufgrund der eindeutigen Feststellung, dass viele Rentner von der Teuerung stark betroffen sind, hat der Bundesrat beschlossen, das Seinige beizutragen, damit die Teuerung dieses Jahres auch bei einer niedrigeren Steigerung als 8 Prozent ausgeglichen werden kann. Dies wird der Bundesrat dem Parlament für die Dezembersession in einer Botschaft unterbreiten. Wir wollen die Vorlage nicht um jeden Preis als dringlich erklären, aber sie muss unbedingt von beiden Räten schon im Dezember bereinigt werden. Damit diese Anpassung - wie gesagt worden ist - administrativ einfach, schnell und unbürokratisch erfolgen kann, wird der Bundesrat vorschlagen, dass dies im nächsten Jahr - es geht immer nur um das nächste Jahr - entweder durch eine einmalige oder allenfalls durch zwei Auszahlungen geschieht. Der Betrag, Herr Carobbio, wird nicht sehr weit von der von Ihnen angebehrten 13. Rente entfernt sein. Es geht um eine reine Anpassung an die Teuerung, die dann selbstverständlich an die Anpassungen der nächsten Jahre angerechnet wird. Damit sich - wie Herr Allenspach das richtig betont hat - die Situation in zwei Jahren nicht wiederholt - bis dann wird die

Initiatives parlementaires. Rentes AVS/AI 1584 N 26 septembre 1990 10. AVH-Revision möglicherweise die parlamentarische Hürde noch nicht genommen haben -, wird der Bundesrat auch eine Aenderung von Artikel 33ter des AHV-Gesetzes vorschlagen, damit die Härten, die mit diesen 8 Prozent verbunden sind, ein für allemal gemildert sind. Wie das genau geschehen wird, ob über jährliche Anpassungen oder über ein System, wie wir es heute haben, das aber den Plafond von 8 Prozent reduziert, wird sich erst zeigen. Das sind die allgemeinen Beschlüsse des Bundesrates. Ich glaube sagen zu können, dass der Bundesrat schnell geschaltet hat. Herr Fritz Reiman, wenn Sie das BSV vorhin erwähnt haben, das im August reagiert hat, müssen Sie bedenken: Das BSV hat aufgrund seiner technischen Funktion mitgeteilt, dass gemäss dem heutigen Gesetz eine Anpassung dieses Jahr nicht möglich gewesen wäre. Aber über die weiteren Studien, die damals im BSV schon im Gange waren, durfte das BSV nicht informieren. Ich möchte dem BSV attestieren, dass es in einer Frage, die Schnelligkeit voraussetzt, sehr schnell geschaltet hat. Das Thema AHV und Altersversicherung geht aber viel weiter, wie Frau Stocker, Frau Fankhauser und alle Interpellanten bemerkt haben, als bei dieser wichtigen - ich hoffe, Sie anerkennen, sie sei wichtig - Anpassung der Renten für das nächste Jahr. Hier stellen sich die Fragen, über die Sie zu befinden haben - der Bundesrat will sich heute mit ihnen nicht direkt befassen -, zum Beispiel eine Verbesserung der Stellung der Rentner. Es wird von einer 13. Rente gesprochen. Diese Frage ist ohne weiteres prüfenswert. Ich muss aber Herrn Carobbio sagen, dass bei der Prüfung dieser Frage alle anderen Probleme der künftigen Ausgestaltung der AHV unvermeidlich miteinbezogen werden müssen, zuerst einmal die ganze Frage der langfristigen Finanzierung. Diese Frage stellt sich eindeutig, und man darf nicht einfach sagen: Wir wollen jetzt eine neue Zusage, ohne sich über die

finanziellen Konsequenzen bewusst zu sein. Es stellt sich auch die mittelfristige Frage, ob die Verbesserung der AHV, die ohne Zweifel zu den Zielsetzungen des Bundesrates gehört, über das Giesskannenprinzip abgewickelt werden soll. Ist es wirklich richtig, dass die Verbesserung bei allen Rentnern vorgenommen wird? Ich muss nicht sagen, dass möglicherweise gewisse gezielte Verbesserungen notwendig sein werden. Dann werden die Ergänzungsleistungen miteinbezogen. Auch dort wissen wir - es ist heute gesagt worden -, dass möglicherweise die Ergänzungsleistungen nicht alle Bedürftigen erreichen. Es stellt sich also die Frage, ob der Rahmen der Ergänzungsleistungen nicht in irgendeiner Form ergänzt werden müsste. Alle diese Fragen setzen selbstverständlich Zeit voraus, und man kann, Frau Stocker, das Problem nicht in einem Jahr lösen. Deshalb haben wir aber - wie Sie wissen - im Sinne der guten Erfahrung, die wir schon bei der Krankenversicherung gemacht haben, einige Experten beauftragt, auf diese grundsätzlichen Fragen einzugehen und letzten Endes auch auf die Frage der Querbeziehungen zwischen der ersten und der zweiten Säule. Dass damit natürlich - ich wiederhole es - Probleme angesprochen werden, welche sich auf die nächsten Jahrzehnte projizieren und für deren Lösung natürlich einige Zeit nötig ist. Was geschieht in der Zwischenzeit? Wir haben eine 10. AHV-Revision auf dem Tisch. Diese Revision wird demnächst vom Ständerat angepackt. Darf ich Ihnen kurz schildern, wie eines der Elemente dieser Revision absolut in die Richtung geht, die Sie hier angesprochen haben, nämlich einer Verbesserung der Renten, ohne der Giesskanne zu huldigen. Es werden in der 10. AHV-Revision aufgrund der Veränderung der Rentenformel punktuelle Verbesserungen vorgeschlagen für die niedrigen Renten. Es werden damit in die soziale Umverteilung dieses Landes etwa eine halbe Milliarde Franken fließen. Das ist das, was man aufgrund der heutigen Finanzierbarkeit als zumutbar erklären kann. Ich möchte sagen: Es sollte jeder einleuchten, dass die schnelle Bewältigung dieser kleinen Revision - ich betone: Es ist eine kleine Revision, die grossen Zusammenhänge werden in der Revision noch nicht angepackt; es ist aber eine Revision, die eine Reihe von punktuellen und sozialen Verbesserungen bringt - im Interesse des Landes und seiner Sozialversicherungen liegt. Es ist also wichtig, dass diese Revision möglichst schnell über die Bühne geht. Damit habe ich die verschiedenen Fragen beantwortet. Ich hoffe, dass insbesondere der Vorstoss von Herrn Fritz Reimann beantwortet worden ist. Ich möchte dazu noch sagen, dass natürlich in diesem Monat die einzelnen Begehren, die von den Altersverbänden, von den Gewerkschaften mit grossen Unterschriftensammlungen eingereicht worden sind z. B. aus meinem Kanton -, uns in der Lösung der Problematik bestärkt haben, die heute angesprochen worden ist. M. Spielmann: Les rapporteurs ont dit tout à l'heure que l'initiative pour une treizième rente allait, dans un sens, remplacer la compensation du renchérissement. Il est évident que tel n'est pas le cas. En effet, la compensation du renchérissement est une obligation constitutionnelle, tout d'abord, qui n'est d'ailleurs même pas remplie puisque la compensation n'a été que partielle. La treizième rente que je propose est une compensation de la perte du pouvoir d'achat consécutive à cette non-compensation durant l'année écoulée. Elle ne ferait que permettre de maintenir le pouvoir d'achat, mais la compensation doit être réalisée et le plus rapidement serait le mieux. D'autre part, il est pour le moins curieux de me reprocher d'avoir prévu dans mon initiative l'introduction en 1989, alors que c'est le Parlement qui a attendu presque deux ans pour la traiter enfin aujourd'hui. Ce problème-là peut donc tout à fait être réglé et je propose au Conseil national de donner suite à mon initiative, pour compenser non pas le renchérissement de l'année prochaine mais bien la perte de pouvoir d'achat dont ont été victimes les personnes âgées du fait de la non-indexation des rentes au

pouvoir d'achat. Reimann Fritz: Ich danke Herrn Bundesrat Cotti für die Beantwortung meiner Interpellation. Ich danke dem Bundesrat auch für das Verständnis, das er den Rentnerinnen und Rentnern entgegenbringt. Der Bundesrat hat sehr schnell und flexibel reagiert. Seine Massnahmen werden - wie die Diskussion gezeigt hat - auch vom Rat positiv aufgenommen. Ich erkläre mich von der Antwort des Bundesrates als befriedigt.

90.676 Dringliche Interpellation Interpellation urgente Präsident: Herr Fritz Reimann, der Interpellant, ist von der Antwort des Bundesrates befriedigt. 89.237 Parlamentarische Initiative Initiative parlementaire Abstimmung - Vote Für den Antrag der Kommission (keine Folge geben) 90 Stimmen Für den Antrag Spielmann (Folge geben) 4 Stimmen Ad 89.231 Postulat der Kommission Postulat de la commission Ueberwiesen - Transmis 88.227 Parlamentarische Initiative Initiative parlementaire Abstimmung - Vote Für den Antrag der Kommission (keine Folge geben) 93 Stimmen Für den Antrag Spielmann (Folge geben) 6 Stimmen

26. September 1990 N 1585 Leistungen an HIV-infizierte Hämophile Ad 88.227 Postulat der Kommission Postulat de la commission Ueberwiesen - Transmis #ST# 90.024 Leistungen an HIV-infizierte Hämophile und Bluttransfusionsempfänger Prestations aux hémophiles et aux receveurs de transfusions sanguines infectés par le VIH Botschaft und Beschlussentwurf vom 12. März 1990 (BBIII, 225) Wiessage et projet d'arrêté du 12 mars 1990 (FF II, 232) Kategorie III, Art. 68 GRN - Catégorie III, art. 68 RCN Antrag der Kommission Eintreten Antrag Pidoux Nichteintreten Proposition de la commission Entrer en matière Proposition Pidoux Ne pas entrer en matière Frau Spoerry, Berichterstatterin: Seit bald einem Jahrzehnt weiss man um die neue Geissel der Menschheit, die Krankheit Aids. Folgende Uebertragungswege dieser Krankheit sind heute bedeutsam: 1. Die sexuellen Kontakte. 2. Die Uebertragung des Virus von einer infizierten Mutter auf ihr Kind während der Schwangerschaft oder der Geburt. 3. Die Blutübertragungen. Der Bundesbeschluss, den wir heute behandeln, bezieht sich auf einen Teil von HIV-infizierten Patienten innerhalb der Gruppe 3, nämlich auf Hämophile, also Bluter, die bekanntlich alle männlichen Geschlechts sind, und auf Bluttransfusionsempfänger. Wir wollen diesen infizierten Patienten - oder allenfalls deren Hinterbliebenen - einen einmaligen Beitrag in der Höhe von 50 000 Franken ausrichten. Wie lässt sich diese Spezialbehandlung eines Teils von HIV-infizierten Patienten begründen und rechtfertigen? Vorerst ist eines ganz klar festzuhalten. Die vorgesehene Bundesleistung an Hämophile und Bluttransfusionsempfänger hat nichts mit einer Wertung zu tun. Es geht nicht um eine Einteilung in schuldig oder unschuldig HIV-infizierte Patienten, sondern es geht einzig und allein darum, jenen Unglücklichen ein Zeichen der Solidarität zukommen zu lassen, die durch eine für sie lebenserhaltende Behandlung mit dem HI-Virus infiziert worden sind, durch eine Behandlung, bei welcher Bundesinstanzen mitbeteiligt sind. Das ist das Entscheidende. Die Mitbeteiligung des Bundes ist über das Bundesamt für Sozialversicherung gegeben, welches die aus menschlichem Blutplasma hergestellten Gerinnungspräparate für die Bluter und die Blutprodukte für die Transfusionspatienten als kassenzulässig erklärt hat. Wie sind diese tragischen Fälle möglich geworden? Ende 1982 wurden in den USA erstmals Lungenentzündungen bei Hämophilen gemeldet. Anschliessend stellte sich heraus, dass diese ein Zeichen einer Aids-Erkrankung waren, die durch die verabreichten Blutderivate verursacht worden waren. Auch die Aids-Experten der Schweiz haben diese Gefahr erkannt, gingen aber anfänglich davon aus, dass in der Schweiz das HIV-Risiko für Hämophile geringer sei, weil die Versorgung mit Blutpräparaten in unserem Land über das Schweizerische Rote Kreuz durch freiwillige

Blutspender weitgehend mit inländischem Blut sichergestellt werden kann. Diese Beurteilung hat sich im Nachhinein leider als nicht zutreffend erwiesen, obwohl wir im europaweiten Vergleich glücklicherweise einen Anteil von HIV-infizierten Blutern und Bluttransfusionsempfängern haben, der deutlich unter dem Durchschnitt liegt. Den Betroffenen allerdings hilft dies wenig. Im Mai 1984 wurden die Spender durch den Blutspendedienst des Schweizerischen Roten Kreuzes aufgefordert, von Blutspenden abzusehen, wenn sie einer HIV-Risikogruppe angehörten. Aber erst seit 1986 werden die Hämophilen in der Schweiz nur noch mit Gerinnungspräparaten behandelt, deren Viren inaktiviert worden sind. Seither konnte denn auch bei den Blutern kein weiterer Fall von HIV-Infizierung festgestellt werden. Zwischen 1978 und 1985 waren jedoch die Bluter auch in der Schweiz wegen ihrer lebensnotwendigen Therapie mit Gerinnungspräparaten einem bedeutenden HIV-Risiko ausgesetzt. Man muss heute leider davon ausgehen, dass wir in der Schweiz ungefähr hundert Hämophile haben, welche mit dem HIV-Virus angesteckt sind. Das entspricht gut 20 Prozent aller Bluter. Ähnlich verhält es sich bei den Bluttransfusionspatienten. Im Sommer 1985 wurde schrittweise ein HIV-Suchtest eingeführt und ab November 1985 routinemässig durchgeführt. Eine Verordnung des Bundesrats vom 9. April 1986 verpflichtet jedermann, der Blut oder Blutkonserven für Transfusionen verwendet oder abgibt, sich vorher zu vergewissern, dass im Blut keine Hinweise auf das HIV festzustellen sind. Ganz eliminieren lässt sich allerdings bei einer Bluttransfusion auch mit den heutigen technischen Möglichkeiten das Risiko einer Infizierung nicht, und zwar wegen der sogenannten diagnostischen Lücke, also der Zeit zwischen der Infektion und der Antikörperbildung. Die Wahrscheinlichkeit einer HIV-Infektion durch eine Bluttransfusion ist heute aber glücklicherweise gering und liegt bei etwa 1 zu 500 000. Weitaus die meisten transfusionsbedingten HIV-Infektionen erfolgten somit vor Ende 1985. Ihre Zahl wird auf 140 bis 170 Fälle geschätzt. Die Vorlage des Bundesrates, mit welcher jedem dieser Patienten 50 000 Franken ausgerichtet werden sollen, was einen Gesamtkredit von 13,5 Millionen Franken erfordert, ist einiger Kritik begegnet. Zunächst meldeten die Kantone Bedenken an. Zwar zeigen die Kantone Verständnis dafür, dass der Bund angesichts der auch in anderen Ländern getroffenen Hilfsmassnahmen zugunsten dieser Gruppe von HIV-infizierten Patienten eine Geste der Solidarität tun will. So betrachtet stellen sie sich nicht grundsätzlich gegen den vorliegenden Beschluss, auch wenn sie gewisse Bedenken in bezug auf ein Präjudiz anmelden. Vor allem aber waren die Kantone verstimmt über die Absicht des Bundesrates, sie ohne Vernehmlassung an der Finanzierung des Bundesbeitrages an die betroffenen Patienten zu beteiligen. Der Bundesrat hat eine solche Beteiligung als opportun erachtet, weil die Kantone wegen der Registrierung der Produkte durch die Interkantonale Kontrollstelle für Heilmittel ebenfalls in die ganze Problematik involviert sind. Die Kantone stellen sich aber auf den Standpunkt, dass sie für Beiträge, die sich nicht durch eine soziale Notwendigkeit begründen lassen, keine Rechtsgrundlage haben. Eine weitere Kritik an der Botschaft des Bundesrates wurde von der Interkantonalen Kontrollstelle für Heilmittel angebracht. Sie wies vor allem den Passus der Botschaft vom 12. März 1990 zurück, der sich auf Seite 7 findet. Dort wird ausgeführt, die IKS habe auf die Registrierung der fraglichen Blutprodukte verzichtet, weil sie dem Zentrallabor des Schweizerischen Roten Kreuzes auch ohne zusätzliche behördliche Kontrolle vertraut habe. Die IKS stellt demgegenüber fest, dass sie mehrmals die Kontrolle der Produkte für die notwendige Registrierung verlangt habe, dass dieser Aufforderung aber seitens des Zentrallabors keine Folge geleistet worden sei. Das Zentrallabor seinerseits

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Parlamentarische Initiative (Spielmann) Ergänzungsleistungen zur AHV/IV Initiative parlementaire (Spielmann) Prestations complémentaires à l'AVS/AI In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1990 Année Anno Band IV Volume Volume Session Herbstsession Session Session d'automne Sessione Sessione autunnale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 08 Séance Seduta Geschäftsnummer 88.227 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 26.09.1990 - 08:00 Date Data Seite 1576-1585 Page Pagina Ref. No 20 018 986 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.